

Les élections en France naviguent entre la corruption et les fractures



Par Guillermo Alvarado

Les Français devront se rendre aux urnes le 23 avril prochain pour élire un nouveau gouvernement, après la campagne électorale la plus insolite de l'histoire moderne de ce pays, marquée par des scandales de corruption, des fractures internes au sein des forces politiques et du prélude de la débâcle des partis traditionnels.

Jusqu'il y a deux mois environ, tout indiquait que François Fillon, du parti conservateur Les Républicains, héritier de l'Union pour un Mouvement Populaire, parcourrait sans grandes difficultés le chemin vers l'Élysée, jusqu'à ce qu'il s'est heurté à la même pierre qui a sorti l'ex président Nicolas Sarkozy, de la course à la présidence: la corruption.

Le candidat de la droite était en tête des intentions de vote dans tous les sondages lorsque des révélations ont été faites sur l'emploi fictif qu'il a donné à sa femme lorsqu'il était député à l'Assemblée Nationale. Penelope Fillon a touché des salaires juteux alors qu'elle n'est jamais venue travailler, ce qui en France et dans bien d'autres de pays, est un délit.

L'opinion française a appris en même temps que les enfants de François Fillon ont été embauchés comme assesseurs à la chambre législative, alors qu'ils étaient étudiants.

Même si Fillon refuse de retirer sa candidature, ses possibilités sont nulles. Chaque jour, bon nombre de ses plus proches collaborateurs quittent le bateau. Tout est une question de temps avant qu'il se retire de la course à la présidence. Il pourrait être remplacé par l'ancien premier ministre, Alain Juppé qui a occupé aussi le portefeuille des Affaires étrangères et qui aurait la lourde tâche d'essayer de redresser, dans le peu de temps qui lui reste, un navire qui fait eau de tous les côtés et menace de couler définitivement.

Cette circonstance, plus la détérioration connue par le Parti Socialiste sous le gouvernement de François Hollande, qui n'a pas rempli les attentes de la population, sont à l'origine de la montée en flèche d'Emmanuel Macron, qui se présente comme le représentant du mélange des idéologies sociale et libérale, si cette combinaison bizarre était possible.

Macron a été ministre de l'Économie du gouvernement Hollande. Il était en fonctions au moment de l'approbation de la réforme du travail la plus draconienne dans ce pays depuis la Deuxième Guerre Mondiale, une réforme qui en a fini avec beaucoup des droits conquis par les travailleurs et qui a enlevé aux syndicats leur rôle de protagonistes pour laisser les ouvriers seuls face aux patrons.

Cependant, nombreux sont ceux qui se font des illusions avec les promesses de cet ancien banquier, dont l'élimination de certains impôts, comme la taxe d'habitation, en vertu de laquelle tous les foyers doivent payer à l'État l'équivalent d'un mois de loger par an.

Au premier tour, le 23 avril, Macron se situerait derrière Marine Le Pen, du Front National, parti d'extrême droite. Cela obligerait toutes les autres forces politiques, de droite, de centre et de gauche, de chercher des alliances en vue du ballottage pour éviter l'arrivée au pouvoir en France d'un gouvernement ultra nationaliste, xénophobe, raciste, qui pourrait donner un coup mortel au projet de l'Union Européenne.

La gauche, comme il devient, malheureusement, une habitude, arrive à ces élections très divisée. Ses aspirations sont centrées surtout à augmenter le nombre de ses élus à l'Assemblée Nationale, qui est actuellement de 10.

Bref, la situation est compliquée, tendue dans le berceau de la Révolution Française qui un jour a illuminé le monde avec les principes de liberté, d'égalité et de fraternité et qui à l'heure actuelle est obligé de choisir entre la droite et l'extrême droite pour gouverner le pays durant les 5 prochaines années.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/123222-les-elections-en-france-naviguent-entre-la-corruption-et-les-fractures>



Radio Habana Cuba